



La cohésion sociale n'est pas une option : les centres sociaux toujours plus fragilisés

Un an après l'appel des centres sociaux aux coresponsables de la cohésion sociale, la situation s'est aggravée pour de nombreuses structures. Aujourd'hui, plus que jamais, la cohésion sociale et le lien social ne sont pas une option.

Les constats qui ont poussé à la mobilisation des centres sociaux restent inchangés

Il y a un an, le 31 janvier 2024, **les centres sociaux se mobilisaient dans l'espace public pour tirer la sonnette d'alarme sur leur situation**. Plus de 150.000 personnes, habitant-es, élus locaux, Parlementaires et médias se faisaient l'écho de cette interpellation, toutes et tous bien conscient-es qu'un centre social qui licencie, réduit ses activités ou ferme, ce sont autant de services et de vitalité qui disparaissent des territoires.

Une mobilisation, un cri d'alerte face à une situation sociale qui s'aggrave, un recul des services publics, des besoins sociaux croissants, une augmentation continue des charges des structures, des postes de plus en plus difficiles à pourvoir et de plus en plus précaires, une surcharge administrative et des contraintes de gestion qui s'imposent au détriment de la qualité du projet.

Les structures **ne peuvent plus faire le grand écart** entre des demandes en termes de lien social, d'urgence sociale, d'animation et de développement social qui ne cessent d'augmenter, et un investissement public qui n'est pas à la hauteur.

Un bilan toujours plus alarmant

Le 7 mars 2024, le Rendez-vous de la cohésion sociale organisé par la Fédération nationale des centres sociaux a réuni la Ministre des Solidarités et des Familles, les principaux organismes sociaux et les principales associations d'élus, pour trouver ensemble des réponses. Un an plus tard, **elles tardent toujours à être mises en œuvre ou à répondre aux besoins** des structures, qui sont de plus en plus nombreuses à être en péril.

Réduction de la capacité d'accueil collectif des enfants, annulation d'animations culturelles, non reconduction d'ateliers d'apprentissage du français, restriction des horaires d'ouverture... mais aussi licenciements et plans sociaux et épuisement des équipes, sont **autant de conséquences qui impactent directement les habitant-es et appauvrissent les territoires**.

Des réponses qui ne sont toujours pas à la hauteur

Malgré quelques avancées significatives l'an passé, notamment de la CNAF (Fonds d'aide exceptionnel, revalorisations), de la CCMSA (augmentation du soutien national) et de la CNAV (ancrage d'une mission vieillissement sur plusieurs années), les réponses sont très loin d'être à la hauteur. Si le Fonds d'aide exceptionnel a été un levier pour sauver plusieurs structures en 2024, **il ne représente qu'une réponse partielle et à court terme, par ailleurs bien inférieure aux besoins attendus**.

A cela s'est ajouté un **immobilisme concernant des chantiers de fond pour lesquels des engagements avaient pourtant été pris** : autour du modèle socio-économique des centres sociaux ; et autour de la simplification administrative, appelée par ailleurs de ses vœux par le Premier Ministre Bayrou qui a évoqué vouloir « rendre du pouvoir au terrain » en termes de « simplifications, suppressions et allègements d'obligations utiles ». **L'instabilité politique de ces derniers mois a tout figé, aggravant de fait la situation des structures déjà fragilisées et des populations les plus vulnérables.**

La cohésion sociale est un socle, pas une option

Nous avons conscience que les réponses ne viendront pas uniquement de l'Etat. C'est pourquoi nous appelons déjà, il y a un an, **à co-construire des réponses avec l'ensemble des acteurs responsables de la cohésion sociale.**

Mais notre inquiétude est plus vive que jamais, **dans un contexte de restrictions budgétaires demandées aux collectivités**, qui se traduisent souvent par des annonces de retrait du soutien financier aux acteurs de la cohésion et du lien social qui, on le sait et on le voit déjà, sont les premiers à en pâtir.

Or l'investissement dans la cohésion sociale ne peut dépendre de volontés politiques ou d'arbitrages financiers. Il ne devrait pas y avoir de négociation quand il s'agit de préserver les liens et la cohésion sociale. Ils sont le socle de la société, pas une variable d'ajustement de budgets !

C'est pourquoi nous appelons :

- **A une réponse de l'Etat et l'ouverture effective des chantiers autour du renouvellement du modèle économique des centres sociaux**, en cohérence avec le sens du projet et de l'approche centre social dans les territoires (refonte du modèle économique de l'animation coordination globale, renforcement des fonctions de l'animation collective famille, modèle économique des centres de loisirs à repenser, qualité et conditions de la coopération), **et de la lutte contre la surcharge administrative**
- **Au déblocage d'un nouveau fonds d'urgence en 2025** pour permettre aux structures les plus en difficulté, toujours plus nombreuses, de passer le cap de l'année 2025 dans l'attente de réponses plus structurelles